

Le Comesa appelle à suspendre le mandat d'arrêt contre Béchir

Source AFP Le Marché commun d'Afrique du Sud et de l'Est (Comesa) a demandé la "suspension" du mandat d'arrêt de la CPI à l'encontre du président soudanais Omar el-Béchir, accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour, selon son communiqué final lundi. Les dirigeants des pays membres du Comesa "ont exprimé leur inquiétude à l'égard (du mandat d'arrêt) de la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre du président de la République du Soudan Omar el-Béchir", indiquent-ils dans leur communiqué final à l'issue d'un sommet à Victoria Falls (ouest du Zimbabwe).

Ils ont aussi "approuvé la position du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) qui a appelé les Nations unies (...) à demander à la CPI de suspendre le mandat d'arrêt. L'UA avait demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de suspendre la procédure lancée le 4 mars par la CPI, en l'enjoignant de "prendre ses responsabilités" sur le conflit au Darfour. Omar el-Béchir, 65 ans, est accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour, région de l'ouest du Soudan déchirée depuis 2003 par une guerre civile qui a fait 300.000 morts et entraîné le déplacement de 2,7 millions de personnes selon l'ONU. Khartoum parle de 10.000 morts. Le président soudanais était présent au sommet, qui a réuni pendant deux jours les dirigeants des 19 pays membres pour lancer une union douanière. M. Béchir a estimé lundi que ce mandat ouvrait "la voie à une nouvelle ère de domination et de violation de l'indépendance et de la souveraineté du Soudan". Depuis l'Europe où il est en tournée, le Premier ministre zimbabwéen et ancien opposant Morgan Tsvangirai a affirmé dimanche que son pays ne se mettrait "pas en position de violer les lois et les traités internationaux", tout en rappelant que le Zimbabwe n'était pas signataire donc n'était "pas lié par le traité". Depuis l'émission du mandat, le président soudanais s'est rendu en Érythrée, à Doha, en Éthiopie à La Mecque et en Libye. L'UA et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad, qui regroupe six pays d'Afrique de l'Est) ont à plusieurs reprises exprimé leur inquiétude après l'émission de ce mandat d'arrêt. La Ligue arabe a craint pour sa part "des conséquences dangereuses" pour le Darfour. Le Comesa regroupe le Burundi, les Comores, Djibouti, la République démocratique du Congo (RDC), l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.